

**Vu sur le bulletin du WRM de décembre 2009, ([wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy))**

## **Mexique : la résistance à l'entreprise minière Blackfire s'est soldée par un meurtre**

Dans la région de Sierra Madre de Chiapas, 41 % du territoire (227 000 km<sup>2</sup>, soit l'équivalent de la moitié du territoire de l'Amérique centrale) ont été donnés en concession à des entreprises nationales et étrangères pour l'exploitation minière. Des entreprises canadiennes, nord-américaines et australiennes y extraient de l'or et de l'argent, avec l'accord et la protection des gouvernements et sous les auspices du TLE.

Les entreprises minières se sont étendues sur tout le territoire national, envahissant des terres communales, subordonnant les pouvoirs étatiques et locaux et violant quotidiennement les droits des communautés indigènes ou paysannes et les réglementations concernant les terres domaniales, les zones protégées ou celles qui font partie des traditions et du patrimoine culturel du pays. Les mines à ciel ouvert ont de graves conséquences environnementales, sociales et culturelles. La destruction des montagnes détériore des paysages majestueux et les bassins des principaux fleuves de la région.

La forte toxicité de l'extraction de métaux est due non pas aux métaux eux-mêmes mais aux méthodes utilisées pour les extraire (cf. bulletin n° 71 du WRM). Pour commencer, les milliers de kilos de dynamite qu'on utilise par jour pour démolir les montagnes provoquent des nuages de poussière qui contiennent du nitrate d'ammonium et du fuel-oil. À cela s'ajoutent l'écoulement et la filtration des réservoirs qui contiennent des milliers de mètres cubes d'eau au cyanure de sodium (utilisé pour la lixiviation des métaux) ; cette eau pollue les fleuves et les aquifères, provoquant des morts et des maladies comme le cancer ou la leucémie.

Face à l'escalade de l'exploitation minière et de ses répercussions sur l'environnement, la résistance croît elle aussi. En juin 2008, des centaines de personnes, membres d'organisations sociales, indigènes, paysannes, communautaires, des droits humains, de l'éducation, de la communication, d'étudiants et d'universitaires de douze états du pays se sont réunies pour constituer le Réseau mexicain anti-mines (REMA).

Le REMA met en lumière ce qu'implique l'industrie minière : le déblai de millions de tonnes de terre et de roche avec des machines lourdes, la pollution des sources, des fleuves et des bassins par des produits chimiques, la destruction de champs agricoles, le déplacement de peuples. Quand elle part, elle ne laisse qu'une traînée de destruction : d'énormes dépotoirs de déchets et de résidus, des terres stériles, des eaux polluées, des maladies, la désolation.

La militarisation de la région, qui s'est accélérée dans le cadre du « Plan Mérida » (un plan de sécurité, en vertu duquel les États-Unis donnent des millions de dollars en équipements, en technologie et en formation au Mexique et aux pays

centraméricains et caribéens pour combattre le trafic des stupéfiants et le crime organisé), est avantageuse pour les entreprises minières. La forte présence de l'armée et de policiers fédéraux et étatiques qui, le visage couvert et fortement armés, ferment les chemins et les routes pour arrêter les voitures, faire descendre leurs occupants et les soumettre à des interrogatoires, leur permet de s'approprier le territoire et de contrôler la résistance. La population est constamment surveillée pour savoir quels sont ceux qui font partie d'une quelconque organisation.

Dans ce contexte, l'entreprise canadienne Blackfire, titulaire de dix concessions pour l'exploitation de baryte à ciel ouvert, d'or et d'antimoine dans la région, a été l'objet de fortes protestations des habitants du village de Grecia, qui l'accusaient de s'être emparée illégalement de leurs terres et de les avoir polluées. Plusieurs membres de REMA, dont Mariano Abarca Roblero, ont manifesté devant le siège municipal de l'entreprise et devant l'ambassade du Canada à Mexico, réclamant le départ de la transnationale de la municipalité de Chiapas. Par la suite, Mariano Abarca a reçu des menaces et, le 27 novembre dernier, il a été assassiné par un prétendu tueur à gages.

Le REMA accuse de ce crime le gouverneur, qui n'a pas agi en bonne et due forme pour l'éviter, et « Blackfire, son directeur général Artemio Ávila Cervera, son directeur des relations publiques Luis Antonio Flores Villatoro, et le gouvernement de l'État, des actions violentes contre ceux qui luttent pour défendre l'eau, la terre, le territoire et l'environnement ».

En plus de demander que l'on fasse immédiatement justice et que les responsables matériels et intellectuels du crime soient punis, le réseau exige le retrait immédiat de l'entreprise canadienne Blackfire et de ses concessions minières au Chiapas.

« Le Canada et ses transnationales, dehors ! », tel est le mot d'ordre.

Article fondé sur des informations tirées de : "Nace la Red Mexicana de Afectados por la Minería (REMA)", <http://www.otrosmundoschiapas.org/analisis/REMAI.pdf> ; "Asesinaron a Mariano Abarca Roblero, líder opositor contra la minera canadiense Blackfire en Chiapas", <http://rema.codigosur.net/>.